

# tailleau sur l'entrisme islamiste

Laurent Nuñez, doit être examiné dans les prochaines semaines.

«Beaucoup de textes connaîtront des lendemains difficiles, sans adoption... Or, le texte des LR comporte des dispositions essentielles si l'on veut lutter utilement contre l'entrisme.»

Autour de Bruno Retailleau, les motivations de l'actuel ministre de l'Intérieur questionnent. «Depuis le projet de loi sur les séparatismes défendu par Macron, l'Élysée considère que ce sujet

lui appartient.» Plus largement, est-on convaincu, la «vision» du Vendéen «vient percuter sa perception de la société multiculturelle et réveille sa peur de braver une communauté. De ce point de vue, il est certain que Nuñez est beaucoup plus sur cette ligne que nous ne l'étions à Beauvau. Ils ont trouvé un terrain d'entente.»

Pénaliser administrativement les organismes et les associations pratiquant l'entrisme, couper leurs ressources financières et protéger les plus jeunes de l'entrisme frériste... Les ralliés comptent observer avec scrupule la manière dont Laurent Nuñez (et plus largement le camp présidentiel) traite leurs mesures. «Et ce que le gouvernement dira du nôtre. Va-t-il le dézinguer? À quelques mois de la présidentielle, ils prennent le risque de se montrer à contre-courant de l'opinion d'une majorité de Français sur le sujet.» En attendant, le ministre de l'Intérieur a jugé dans les colonnes du Monde que la proposition de loi portée par le Vendéen était une «œuvre inachevée». «Il est le reflet de ce que nous savions du sujet à la fin de l'été 2025, lorsqu'il a quitté le gouvernement. (...) Notre projet est plus complet.»

**« Laurent Nuñez n'a jamais fait de l'entrisme un sujet prioritaire. Alors qu'il y a un an, Bruno Retailleau présentait un rapport sur ce thème lors d'un Conseil de défense »**

Un proche du sénateur vendéen

Sans compter qu'au Parlement, glisse-t-on dans le cercle du Vendéen, il ne faut guère s'illusionner sur le soutien de Laurent Wauquiez, avec qui les relations ne sont pas au beau fixe. Mais un proche du patron des députés Droite républicaine assure : «La proposition de loi devrait logiquement recevoir un accueil favorable. Si toutefois elle est inscrite à l'ordre du jour.» Un sénateur commente : «En même temps, si Wauquiez fait un pas de côté pour faire plaisir à Lecornu ou à Nuñez, ça va se voir.» ■

# Comment Laurent Nuñez veut garder la main

Lucas Hélin

L'actuel ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, a-t-il voulu couper l'herbe sous le pied de son prédécesseur, Bruno Retailleau? Alors que la proposition de loi sur l'entrisme islamiste du sénateur LR et candidat à la prochaine présidentielle arrive ce mardi à la Chambre haute, le locataire de Beauvau s'est exprimé longuement, dimanche dans Le Monde, sur son projet gouvernemental contre «toutes les formes de séparatisme et d'entrisme». Une prolongation, en somme, de la loi sur les principes et les valeurs de la République de 2021.

Le ministre a ainsi dévoilé plusieurs mesures parmi lesquelles «un huitième motif» de dissolution de structure associative pour entrisme, l'interdiction d'activité sur le territoire de structures basées à l'étranger, l'allongement du délai d'un à trois ans pour s'opposer à des publications «dangereuses pour les jeunes, appelant à la haine, la discrimination ou la violence» et enfin, la désignation obligatoire d'un liquidateur lorsqu'une association est dissoute. Ce projet de loi gouvernemental (PIL), actuellement passé au crible par le Conseil d'Etat, pourrait être présenté «dans les prochaines semaines», espère le ministre de l'Intérieur, malgré un calendrier parlementaire chargé.

Du côté de la place Beauvau, ce projet est bien dans les cartons depuis plusieurs mois, mais cette sortie, à quelques jours du passage au Sénat de la proposition de loi (PPL) de Bruno Retailleau, apparaît comme une volonté de garder la main. Laurent Nuñez ne s'est d'ailleurs pas privé de taxer «d'œuvre inachevée» la proposition de son prédécesseur, qui ciblerait «seulement l'entrisme islamiste». Ainsi, dans cet entretien, le ministre a cultivé son style consensuel au risque d'être accusé une nouvelle fois, après ses propos polémiques sur le voile à la Grande Mosquée de Paris, d'un manque de fermeté. «Je ne mélange pas», «nous préférons agir au cas par cas», «il faut être extrêmement prudent et faire beaucoup de pédagogie», «il faut

agir habilement» : autant de formules précautionneuses employées par le ministre pour réussir, in fine, à faire passer des mesures concrètes et rapidement applicables sur le terrain par les préfets.

«Moi, je n'ai pas de problème avec un islam en France», a encore avancé le ministre au quotidien du soir afin de ne pas braquer une communauté en particulier. «Si on veut que ça fonctionne, il faut aussi embarquer nos concitoyens musulmans. C'est sa méthode, il ne veut pas diviser mais cela ne veut pas dire qu'il n'est pas exigeant. Comme sur l'Algérie : ce n'est pas parce qu'on discute avec eux qu'on est mou!», démine-t-on autour de lui. Une manière de critiquer entre les lignes le texte de Bruno Retailleau, que l'on accuserait même d'avoir quitté la place Beauvau avec les prémices d'un projet sous le manteau.

**« C'est sa méthode, il ne veut pas diviser mais cela ne veut pas dire qu'il n'est pas exigeant »**

Entourage du ministre de l'Intérieur

Pour autant, on se défend de tout «bras de fer» entre anciens de l'Intérieur. Il n'y a d'ailleurs aucune animosité entre les deux hommes, qui s'entendent plutôt bien. Des deux côtés, on s'engage ainsi à ne pas mener de bataille rangée. «Ils sont assez similaires dans leur engagement en faveur des forces de l'ordre mais sur d'autres sujets, Laurent Nuñez ne transige pas : le respect de l'État de droit et du lien entre les gens pour ne pas les mettre dos à dos», glisse un soutien du ministre. Autour de lui, on sait aussi que l'un est aux responsabilités quand l'autre est désormais en campagne.

Laurent Nuñez sera sur les bancs de l'Assemblée nationale ce mardi, déjà prêt à défendre son projet et voir si un consensus peut se dégager ou si le sujet devient inflammable. «Il sait qu'il y a besoin de conforter et de rajouter des choses. Il faut être précis et technique, mais surtout efficace», martèle-t-on au ministère de l'Intérieur. ■

# Le syndicat des Étudiants musulmans de France prospère dans les universités

Paul-Henri Wallet

Une nouvelle est passée sous les radars. À l'exception de quelques articles, la presse n'a pas fait grand cas des élections du Cnos (Centre national des œuvres universitaires et scolaires), au début du mois d'avril 2026. Les résultats auraient pourtant dû alerter davantage. Pour la première fois, cette année, le syndicat des Étudiants musulmans de France (EMF) est parvenu à obtenir un siège de représentant au sein de cette organisation chargée de la restauration, des bourses et du logement étudiant. Le syndicaliste, choisi par 181 élus régionaux sur l'ensemble du territoire, sera amené à siéger pour deux ans avec sept autres représentants.

Au cours des semaines passées, lors des élections des Crous (centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires), les EMF avaient déjà réalisé une percée notable. Au total, onze de leurs membres ont été élus. Mais quelles sont les revendications de cette organisation ouvertement religieuse? Dans leurs professions de foi, les EMF évitent soigneusement la polémique. Pas question d'exiger des repas halal, encore moins des salles de prière. L'organisation préfère demander «la reconnaissance de l'islamophobie comme une discrimination» et des repas «plus variés à la cantine». Le gros du programme est ailleurs. Rénovation des logements, repas à 1 euro, versement des bourses dans les temps... L'organisation s'exprime davantage sur les sujets liés à la précarité étudiante. Au sein des universités, ses sections s'investissent

largement dans la distribution de denrées alimentaires.

Pourtant, derrière cette image très lisse, les EMF sont bel et bien dans le viseur du ministère de l'Intérieur. «La conception française de la laïcité subit une offensive forte, notamment via le syndicat des Étudiants musulmans de France (EMF), désormais représenté au Crous», confiait ainsi le directeur du renseignement territorial Bertrand Chamoulaud au Figaro en 2024. Dans un rapport publié en mai 2025, Beauvau rappelle que le syndicat est une émanation de l'UOIF (devenue Musulmans de France). Une organisation que le document identifie comme «la branche nationale des Frères musulmans en France».

**Stratégie d'alliances**

Pour Florence Bergeaud-Blackler, auteure du Frémise et ses réseaux, l'enquête (Éditions Odile Jacob), l'organisation est évidemment liée à cette confrérie secrète. Selon la chercheuse, le syndicat avance petit à petit et se présente aux élections du Crous dans une perspective d'entrisme. «L'objectif, c'est de peser sur les décisions pour transformer la société, pour créer une société "charia-compatible", précise-t-elle. Cela passe par l'acceptation de leurs normes comme le voile ou la nourriture. Mais les revendications se font au compte-goutte. Ils savent que l'heure n'est pas encore venue de demander le halal ou les salles de prière, par exemple. En attendant, ils séduisent grâce à des œuvres caritatives, exactement comme les Frères musulmans l'ont fait dans tous les pays où ils se sont implantés.»

Sur le terrain, dans les universités, le syndicat de droite UNI perçoit la même stratégie. «On voit qu'ils parviennent à

progresser sans faire de bruit, notamment grâce à leur distribution alimentaire», explique Baptiste Gilli, délégué national de l'organisation. Avec seulement onze élus en France, ils vont encore avoir du mal à affirmer toutes leurs revendications. Mais leur élection est déjà gravissime. Elle représente une lente prise de contrôle de l'université.»

Au-delà de la question frériste, certains universitaires s'interrogent sur la légitimité du syndicat à participer aux élections. «On devrait se demander pourquoi une organisation religieuse entend être élue au nom de tous les étudiants. Du point de vue de la laïcité et de l'indépendance des Crous, ce seul fait pose déjà problème», affirme Xavier-Laurent Salvador, agrégé de lettres modernes et cofondateur de l'Observatoire du décolonialisme.

Dans certaines villes comme Montpellier, les EMF sont parvenus à obtenir un siège en leur nom propre. Mais l'association a surtout réussi grâce à une stratégie d'alliances. Au niveau local, elles ont été nouées avec la Fédération syndicale étudiante (FSE), une organisation de gauche révolutionnaire. Au niveau national, la liste a aussi été portée par l'Union étudiante, un syndicat proche de La France insoumise.

«D'un point de vue idéologique, ces rapprochements sont avant tout justifiés par l'opposition à l'État d'Israël», explique Xavier-Laurent Salvador. «Aux yeux de l'extrême gauche, la défense des Palestiniens musulmans est une manière de lutter contre l'homme blanc, colonial, qu'elle considère comme le plus grand des dominants», insiste-t-il.



Au cours des semaines passées, onze membres de l'EMF ont été élus dans les Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires.

De fait, le programme commun des listes FSE-EMF fait aussi la part belle à la question de Gaza. À côté des revendications sociales, il demande la fin des produits «complices» dans les restaurants universitaires. Derrière cette appellation, les syndicats dénoncent la solution de paiement Izly, employée dans les restaurants universitaires. «Izly est géré par une banque (la BPCE, NDLR) qui finance des entreprises israéliennes ou européennes qui participent à la colonisation de la Palestine», justifie la FSE dans un communiqué.

Contactés, les Étudiants musulmans de France n'ont pas répondu aux sollicitations du Figaro. La FSE, elle, défend son alliance bec et ongles : «Les accusations portées contre les EMF sont simplement racistes», explique Anna, du bureau national du syndicat. L'organisation est ciblée par la droite parce qu'elle représente des musulmans et, par extension, les immigrés. C'est la raison pour laquelle il est d'autant plus important de nous associer avec eux.»

Au-delà des connivences idéologiques, ces rapprochements sont d'abord motivés par une logique opportuniste. Dans la plupart des universités, les deux syndicats ne peuvent espérer obtenir la victoire l'un sans l'autre. D'un côté, les EMF ne sont pas assez structurés pour pouvoir présenter des listes représentant toutes les facultés dans chaque université. De l'autre, la FSE n'est pas assez populaire pour l'emporter toute seule. «Les EMF attirent largement le vote communautaire des musulmans qui s'identifient évidemment à eux», explique Édouard Bina, président du syndicat étudiant La Cocarde. Et de conclure : «Aujourd'hui, l'extrême gauche a besoin d'eux car ils lui apportent la victoire.» ■